

Venezuela: L'héritage anti-impérialiste de Chávez

(I) - Amérique latine-Bolivar Infos

Bolivar Infos

Par Germán Sánchez Otero,

Traduction Françoise Lopez pour Amérique latine-Bolivar Infos

Ce texte en trois parties résume les actions des États-Unis contre la Révolution Bolivarienne et leurs objectifs jusqu'en mars 2013 et l'héritage anti-impérialiste d'Hugo Chávez. Il tente de répondre à une question clé : quelles leçons apportent les idées et les actions du dirigeant bolivarien et du peuple vénézuélien dans cette dispute historique, cruciale pour l'Amérique latine ?

- Le Gouvernement des États-Unis ne donne pas le visa à Chávez (1998)

Avant qu'il soit président, le Gouvernement des États-Unis a donné son premier signe public contre le dirigeant bolivarien pendant le processus électoral vénézuélien en 1998. Comment cela s'est-il passé ? Il ne lui accorde pas de visa pour se rendre à New York et à Miami, invité par d'importantes banques de ce pays et par la chambre vénézuélo-américaine de Floride, en tant que candidat à la présidence.

Jeffrey Davidow, sous-secrétaire d'État, déclare le 13 avril : « Le commandant Hugo Chávez a perdu le droit d'obtenir un visa pour entrer aux États-Unis quand il a essayé de faire tomber le Gouvernement démocratique et constitutionnel de son pays. » 12 jours plus tard, avec sa voix digne de baryton, Chávez proclame lors d'une manifestation populaire :

« Pour être président, je n'ai pas besoin de visa nord-américain ! »

Le département d'État passe au-dessus du fait que le président Rafael Caldera avait annulé l'accusation contre le dirigeant bolivarien et l'avait remis en liberté. Il oublie également que 80 % des citoyens soutenait la rébellion militaire du 4 février 1992, et qu'un candidat officiel à la résidence jouit de pleins droits.

Par cette décision, Washington, cherche à minimiser les voix du jeune candidat et à créer la peur, surtout dans les secteurs économique et financier. Il prétend instaurer l'idée que, s'il est élu président, les liens bilatéraux seraient affectés alors que les États-Unis étaient le premier partenaire commercial du Venezuela.

En avril 1998, le mois pendant lequel le visa lui est refusé, les sondages situent Chávez à la troisième place avec à peine 15 % d'intentions de vote. Huit mois plus tard, le 7 décembre, le lendemain de sa victoire écrasante aux élections présidentielles, le Gouvernement de Bill Clinton le félicite. Et un porte-parole annonce que Washington est prêt à lui accorder le visa... Une nouvelle étape débute ainsi. Le Gouvernement de l'empire va essayer maintenant de comprendre qui est Chávez tout en agissant pour l'influencer et l'attirer. Ensuite, il utilisera de plus en plus son arsenal pour le discréditer et le renverser.

J'ai choisi d'exposer cette dynamique historique entre 1998 et mars 2013 grâce à des scènes comme celle-ci. Elles dévoilent le génie politique de Chávez face à n'importe quelle attaque de l'adversaire, sa lucidité, son habileté, à la vaincre grâce à une position stratégique offensive qui inclut parfois des tactiques défensives pour gagner du temps, accumuler des forces et contre-attaquer. Elle montre aussi sa capacité à anticiper les risques et à définir clairement les lignes

directrices pour y faire face à l'avenir.

Connaître et interpréter dans leur ensemble ces faits et ces contributions du dirigeant bolivarien aide à éviter, ou du moins à réduire, les surprises et les dommages causés par l'attaque multiforme et effrénée de l'impérialisme. L'avertissement lancé par Chávez le 30 janvier 2005 lors du Forum social mondial est une sorte d'étoile polaire :

« Je ne veux pas surestimer les faiblesses de l'empire, sous-estimer l'adversaire serait fatal. Non. Et encore moins cet adversaire, (...) Mais ce qui est correct, c'est de reconnaître objectivement les faiblesses de l'adversaire parce que si on croit que l'adversaire est invincible, alors, il est invincible. L'impérialisme nord-américain n'est pas invincible (...). Le Vietnam est toujours là (...) Cuba révolutionnaire est toujours là (...) le Venezuela bolivarien est toujours là, il résiste depuis six ans à l'impérialisme nord-américain. L'empire n'est pas invincible. »

Sa vision initiale

Pendant les deux premières années (1999 et 2000), le Gouvernement des États-Unis observe le tournant du processus bolivarien. Il mesure l'action du dirigeant, estime ses idées et essaie de le compromettre. En voyant qu'il ne peut le soumettre, ni lui ni son peuple, il décide d'utiliser les méthodes et les ressources qu'il a l'habitude d'employer pour détruire ses adversaires : visibles et souterraines, militaires, économiques, politiques et diplomatiques, brutales et subtiles, directes et grâce à des alliés intérieurs ou à Gouvernements pantins.

Il finance et oriente ses complices au Venezuela. Il fait pression et menace même d'une intervention militaire. Il déstabilise. Il organise et dirige des coups d'Etat et des tentative d'assassinat. Il développe des actions systémiques de guerre économique, culturelle et psychologique. Il promeut des schémas d'opinion destinés à faire penser qu'au Venezuela, il y a une dictature, qu'une crise humanitaire s'est déclenchée, qu'il y a un Etat contrôlé par le trafic de drogue, qui, de plus, soutient le terrorisme et est proche d'un « Etat défaillant. », Il inonde de ces mensonges les médias traditionnels et digitaux et falsifie même la biographie de Chávez dans une série télévisée. Tout est bon, s'il s'agit de récupérer le pouvoir et de détruire la Révolution.

À partir de 1998, la conduite de Washington concernant Chávez après que celui-ci ait surpris en étant candidat à la présidence, ressemble à la façon d'agir de n'importe quel animal féroce. Il surveille ses faits et gestes jusqu'à ce qu'il se prépare au cours du second semestre 2001 et que, le 11 avril 2002, il donne son premier coup de patte. Après avoir échoué, il continue de traquer sa proie, certain d'atteindre son objectif tôt ou tard. Il tire des leçons de l'échec, améliore la coordination de ses institutions subversives et de celles-ci avec la contre-révolution vénézuélienne, engage plus ses alliés internationaux et imagine de nouvelles ruses. Et, quelque chose de très important : il cherche à tirer le plus de profit possible des erreurs, des faiblesses et des faux pas de la Révolution Bolivarienne.

Chacun des trois Gouvernements de l'empire (Clinton, W. Bush et Obama) qui affrontent Chávez ajoute des ingrédients et à partir de Bush, ils intensifient le blocus. Les résultats ? Ils sont très différents de ce que l'agresseur attendait. Aucun autre pays de notre hémisphère n'a adopté des positions aussi ferme, radical et indépendante, après que Cuba, ce soit levée en 1959. La Révolution Bolivarienne s'est consolidée en 2013 face à toutes les attaques.

Ce n'est pas pour cela que l'empire a cessé de souhaiter contrôler les immenses richesses du Venezuela et de changer la tendance de son rôle géopolitique dans l'hémisphère et dans le monde. La raison de fond, en plus de s'appropriier le pétrole, est qu'il n'admet pas qu'un Gouvernement adopte des positions souveraines, encore moins s'il est capable de défier son pouvoir et de devenir un exemple pour les autres peuples.

À partir de juin 2011, la bête sauvage prend un nouveau chemin en apprenant la grave maladie de Chávez. Elle part à nouveau qu'elle pourra dévorer sa proie rapidement. Profitant au maximum de cet événement inattendu, elle utilise de vieilles et de nouvelles méthodes et exploite les faiblesses de l'adversaire. Après la mort du dirigeant de la Révolution, en mars 2013,

elle accélère et radicalise ses plans.

Le Gouvernement du président Nicolas Maduro et le peuple bolivarien ont été victimes depuis lors de l'attaque impériale la plus longue, la plus complète et cruelle de toutes celles qui ont été entreprises contre la Révolution Bolivarienne qui a réussi à rester debout jusqu'à l'agression criminelle et l'enlèvement du président Maduro de son épouse, Cilia Flores, le 3 janvier dernier. Cet événement inattendu a ouvert une étape vertigineuse de complexités et de risques inédits pour la patrie de Bolívar.

Les idées de Chávez et ses façons d'agir par rapport à l'empire prennent comme jamais une valeur essentielle pour affronter le monstre déchaîné dans les situations présentes et futures dans lesquelles se joue le destin du Venezuela. Et, dans une grande mesure, de toute Notre Amérique.

Ensuite, dans l'ordre chronologique, j'offre plusieurs étapes de cette bataille jusqu'au 5 mars 2013.

Trois rencontres de Chávez et Bill Clinton (janvier, juin et septembre 1999)

Avant d'être investi, le 2 février 1999, Chávez se rend en Amérique du Sud, en Europe, au Canada et à Cuba. Pas aux États-Unis, parce qu'alors que les démarches étaient en cours, Davidow l'a appelé et lui a glissé que son entrevue avec le président Clinton était soumise à la condition qu'il visite son pays avant Cuba. La réponse du nouveau président est coupante : « Le Venezuela est un pays souverain. »

Après son séjour à La Havane, fin janvier, ils l'ont invité à Washington. Clinton l'a reçu à peine 20 minutes et en tenue décontractée. Ils ont eu un dialogue cordial et tout de ont confirmé l'importance des relations économiques commerciales bilatérales. Chávez ne perd pas l'occasion et explique les objectifs et les raisons du projet bolivarien. Il met l'accent sur le fait que la situation sociale du Venezuela est une bombe à retardement sur le point d'exploser. Et pour se faire mieux comprendre, il dit à Clinton, que le processus constituant ouvrira la porte pour la désamorcer : « c'est un fast track (une voie rapide) politique, rapide, (...) en six mois. »

Du 9 au 11 juin, il réalise une visite non officielle aux États-Unis dans deux buts : divulguer le processus politique, économique, vénézuélien et promouvoir les affaires dans ce pays. Des ministres des patrons la campagne. Il rencontre la direction de la bourse de New York. Il lance la première balle dans une partie de baseball de grande ligue au Shea Stadium et, à Houston, il intervient au conseil des Amériques où il explique le processus vénézuélien et les grandes lignes économiques de son gouvernement. Il est également invité à déjeuner par l'ancien président, George Bush, en sa qualité de patron pétrolier.

Du 21 au 23 septembre, il réalise sa troisième visite. À New York, il parle à l'Assemblée Générale de l'ONU, il y rencontre le président Clinton, donne une interview au New York Times et a d'autres rencontres avec la presse. À Washington, il fait une intervention au Conseil Permanent de l'OEA et a des réunions avec la Commission Inter-américaine des Droits de l'Homme, avec la direction de la Banque Inter-américaine de Développement et avec plus de 300 patrons de la Chambre de Commerce.

Il est reçu au Collège de Défense Inter-américain où il donne une conférence et joue un inning de softball avec un groupe de militaires du continent. Il rencontre aussi la direction de la Banque Mondiale et parle au Congrès avec un large groupe de représentants et de sénateurs. Il donne des interviews au Washington Post et à CNN en espagnol et a une rencontre animée au siège du National Press Club.

Qui peut douter, face à des activités aussi diverses et marquantes de la séduction de Chávez et de l'intérêt, aux États-Unis, pour le Venezuela ? Ses dissertations et ses interviews tournent autour de deux axes : le processus de changement que vit son pays et les larges opportunités de négoce qu'apporte son Gouvernement, avec des garanties totales pour le capital étranger.

La conversation avec Clinton dure près d'une heure et permet à Chávez de faire le point depuis leur première discussion en janvier. La discussion est respectueuse et constructive. Le visiteur aborde le problème de la paix en Colombie et insiste dans son rejet de toute intervention étrangère. Face aux pressions des États-Unis, pour que leurs avions militaires survolent l'espace aérien vénézuélien pour affronter le trafic de drogue, Chávez précise à son homologue les raisons pour lesquelles le Venezuela ne le permet pas : les lois l'interdisent, son pays dispose des moyens pour affronter ce fléau et le peuple ne l'accepterait pas. C'est un problème, dit-il, pour lequel les pays producteurs, les grands consommateurs et ceux qui servent de transit doivent agir selon un consensus. Et il confirme sa position d'aller vers une relation bilatérale plus franche et plus profonde, comme avec les autres pays de l'hémisphère et du monde.

L'année se termine au Venezuela par l'approbation de la nouvelle Constitution et les premières avancées économiques et sociales du Gouvernement bolivarien surviennent. La popularité de Chávez dépasse les 60 %. Clinton évite toute friction.

Depuis qu'il est devenu président le 2 février 1999, Chávez affirme que sa politique étrangère, fomentera un monde multipolaire. Il déclare qu'il aura des relations harmonieuses avec tous les pays du monde et met l'accent sur son désir de stimuler l'avancé vers l'intégration et l'union des Nations d'Amérique latine et des Caraïbes. Il parle même de fonder la confédération des états latino-américains et Caribéens, une idée qu'aucun autre Gouvernement du continent ne défend à part celui de Cuba.

Bien qu'il ne parle pas des États-Unis de façon critique, ses positions et son influence croissante à l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) pour avoir des prix justes, allume les premières lampes rouge à Washington. Mais, à cette époque, le Gouvernement de Clinton ne fait aucun pas agressif. Chávez et le processus bolivarien sont sous observation. L'intention est de s'en rapprocher, d'évaluer ses actions à l'intérieur et à l'extérieur du Venezuela et de maintenir à un niveau normal les liens commerciaux et les investissements importants.

En 1999, les États-Unis sont le premier partenaire commercial du Venezuela : environ 50 % de ses exportations (plus de 90 % du) et 41 % de ses importations. Venezuela est à la neuvième place parmi les fournisseurs des États-Unis, et à la troisième pour la vente de pétrole. De plus, le Venezuela est propriétaire, aux États-Unis, de l'entreprise CITGO Petroleum Corporation qui possède 3 grosses raffineries et 13 000 station-service.

Départ de la brigade de militaire humanitaire des États-Unis et refus d'une nouvelle aide militaire (mars 2000)

Le 3 mars 2000, Chávez prend congé à Miraflores du corps spécial d'aide militaire conjoint des États-Unis, dernière mission humanitaire parmi celles qui sont venues dans l'état de Vargas après le désastre naturel inhabituel survenu en décembre 1999, à se retirer du Venezuela. Ses paroles reconnaissent l'action solidaire du pays voisin et sont émaillées d'anecdotes émouvantes et de messages politiques. Il dit :

« Je pense que ceci pourrait être symbolique (...) le sang latin, les Américains de cette partie de l'Amérique, et les Américain de la partie du Nord. (...) Combien d'efforts a-t-on fait et ici, nous croisons des Etasuniens, des Brésiliens, des Mexicains, des Argentins, des Uruguayens, des Espagnols, des Français, des Cubains, des Vénézuéliens ! Dans la tragédie, l'union, et je pense que c'est un symbole. »

Derrière le rideau, une impasse. Le Pentagone a offert quelques jours auparavant au ministre de la Défense Raúl Salazar la collaboration d'une unité d'ingénierie militaire pour la phase de récupération du désastre. Cela inclut plusieurs équipes et des centaines soldats. Salazar accepte et après que le bateau ait levé l'ancre, informe Chávez qui n'est pas d'accord. Une situation gênante secret parce qu'il pousse Salazar à décliner l'offre sous l'argument réel que le Venezuela dispose des ressources. Le bateau doit revenir mais le Gouvernement de Clinton ne fait pas de vagues.

Pourquoi Chávez prend-t-il cette décision ? Il avoue à ses intimes que cette aide est un prétexte pour établir une force militaire au Venezuela. Et il soupçonne même le général Salazar d'agir en tant qu'agent du Nord. Avec tact, il décide de le remplacer et le nomme ambassadeur en Espagne. Il est sur ses gardes. Et il a raison : deux ans plus tard, Salazar soutient le coup d'Etat fasciste du 11 avril.

Nouvelles frictions : l'autorité de Chávez à l'OPEP, les visites en Irak et en Libye. Le Sommet du Millénaire (2000)

Après avoir été réélu en juillet 2000, avec 60 % des voix, en août, il fait une tournée dans les pays membres de l'OPEP pour remettre les invitations au sommet à Caracas, que Chávez a réussi à promouvoir et à diriger. Cet événement et son périple suscitent un énorme intérêt aux États-Unis, chez d'autres grands consommateurs, et des attentes chez les autres. Pétrole, prix, revitalisation de l'OPEP, visites dans des pays tabou : un ballet d'informations se déplace dans le monde et Chávez en est le premier danseur. Son prestige dans le monde augmente. Et la méfiance augmente à la Maison-Blanche.

Deux épisodes sont particulièrement gênants : ses rencontres avec Saddam Hussein et avec Mouammar Kadhafi. Chávez ne tient pas compte du fait que l'ONU a interdit de survoler le territoire de l'Irak et, alors qu'il est à Téhéran, on l'informe qu'un porte-parole du département d'État a réprouvé sa visite dans le pays, voisin. Indigné, il commente : « Même si c'est à dos de chameau, j'irai à Bagdad. »

Le président ira lui prêter son avion dans lequel il voyage jusqu'à une ville près de la frontière et de là, il arrive à celle-ci en hélicoptère. Il traverse en voiture le territoire de l'Irak et va à Bagdad dans un hélicoptère du Gouvernement irakien. C'est le premier président à se rendre en Irak depuis 1990. Les thermomètres indiquent 61° et la température politique à Washington est encore plus élevée. Une photo sur laquelle Hussein conduit une automobile noire dans Bagdad, le visiteur à ses côtés, parcourt le monde.

Chávez est bouleversé par les conséquences humaines, dramatiques qu'il voit en Irak, suite à l'embargo. Quand il rentre à Caracas, il précise que son voyage n'obéissait pas à un rejet des États-Unis : « Je n'ai d'animosité contre personne. Absolument contre personne. Ce que j'ai, c'est de l'amour pour l'humanité. Les enfants de Bagdad ont le droit de vivre. »

Ensuite, en Libye, en rendant visite à Kadhafi chez lui, celui-ci, lui raconte l'occasion où ce cite a été l'objet d'un bombardement par des avions des États-Unis. Chagriné, il raconte aux visiteurs commun, plusieurs personnes dont une de ses fillettes sont mortes dans une chambre. Chávez lui demande les raisons d'une telle barbarie et Kadhafi, lui explique : le subterfuge a été un acte terroriste en Allemagne dans lequel plusieurs dizaines d'États-Uniens sont morts mais dans lequel il n'avait aucune responsabilité. « C'était un prétexte, dit-il.

En parlant de ce fait, avec la presse, tu avais mentionné un mensonge semblable, quand en 1996, il avait été accusé par le président de Colombie, Andrés Pastrana, d'avoir exécuté, un massacre de soldats vénézuélien sur la frontière et qu'il a dû le défier et le démasquer. En raison de ces déclarations et des résultats positifs de la tournée, de nouveaux signaux d'alarme retentissent à Washington.

Bientôt, ils en ajoutent un autre : dans les jours qui précèdent le sommet réussi de l'OPEP à Caracas, qui a lieu du 26 au 28 septembre, il reçoit un appel surprenant de Bill Clinton. Celui-ci lui exprime son inquiétude pour la tranche de prix décidé par l'entité pétrolière. Chávez lui répond :

« Je partage votre inquiétude, Monsieur le président, il est bon que nous discutons. Mais pourquoi ne parlons-nous pas aussi de la dette extérieure qui frappe les peuples pauvres du monde ? Pourquoi ne parlons-nous pas des termes des échanges si inégaux et sauvages et des impositions des systèmes économiques qui dominent le monde ? »

Peu de temps après, Clinton déclare qu'il est d'accord avec l'accord sur les tranches de prix adoptées par l'OPEP : entre 22 et 24 dollars. Il comprend qu'un conflit avec la puissante entité pétrolière ou même avec le président vénézuélien résolu qui est soudainement devenu le chef de cette organisation, ne serait pas bénéfique.

En cet an 2000, Chávez brille au sommet du Millénaire hébergé par les Nations unies, à New York du 4 au 8 septembre. Son discours est court est radical. Il dit que, dans une grande mesure, les graves crises du XXe siècle, ont été créées « par les différences abyssales entre les dirigeants et les dirigés, entre les pauvres et les riches, entre les exploiters et les exploités, entre les nations qui en asservissent d'autres grâce à l'emploi de la force, entre les sommets et le niveau auquel se situe le citoyen ordinaire, entre un comportement rhétorique et formaliste des organismes internationaux et les conflits et les souffrances des peuples. »

Il souligne qu'il est indispensable de laisser de côté « le double discours » et de revendiquer « les règles du droit international qui rendent possible la totale égalité de tous les peuples sur la terre. » Et il conclut par un appel dramatique de « Sauvons le monde! »

Une telle proclamation à la tribune la plus haute de la planète monte qu'il est courageusement avec les laissés-pour-compte. Son autorité parmi les pays du Sud mondial augmentent, tandis que l'empire et de plus en plus certain que c'est un adversaire à renverser le plus tôt possible.

-George W. Bush, nouveau président. Chávez remet en question la ZLEA et la politique de Bush envers le terrorisme. Celui-ci décide de le renverser (2001)

Pour la première fois, il assiste au sommet des Amériques. Celui-ci a lieu à Québec, Canada, du 19 au 22 avril 2001. Comme lors des deux sommets antérieurs (1994 et 1998) les États-Unis cherchent à engager les 33 autres présidents dans la création de la ZLEA avec une date précise : le 31 décembre 2005.

Dans son discours, Chávez critique le concept de démocratie représentative car « elle est devenue, dans certains pays comme le Venezuela, un piège qui nous a conduits à la violence. » Il affirme : « Une démocratie participative est le meilleur moyen pour que le peuple se réveille. » Et il propose que la déclaration dise « démocratie représentative et participative. » Son initiative n'apparaît pas dans la déclaration finale et avant de la signer, il fait deux objections et demande qu'on les y ajoute.

Premièrement, dit-il, le Venezuela n'accepte que le concept de « démocratie représentative et participative. » Et deuxièmement, il n'est pas d'accord pour fixer au 31 décembre 2005 la date d'approbation de l'entrée en vigueur de la ZLEA. Il avance, de plus, que dans son pays, il sera nécessaire, conformément à la Constitution, de faire un référendum pour consulter le peuple.

Les protestations de milliers de personnes venant d'Amérique et d'Europe contre la mondialisation néolibérale et le sommet lui-même qu'il voit au Québec, l'impressionnent. Ils les observent derrière un mur de 4 m de hauteur, qui a été érigé autour de son hôtel, une fourmilière humaine avec des pancartes, des drapeaux cubains, des affiches et des pull-overs – beaucoup avec des photos du Che et de Fidel – qui lui dit qu'aucun membre des délégations ne peut bouger. Il ne lui permettent même pas de sortir pour déposer des fleurs devant une statue de Bolívar. Il cherche à discuter avec les manifestants mais la police ne le laisse pas faire.

En arrivant à Caracas, il a mieux compris le danger qui plane sur la région. Il comprend plus clairement que les États-Unis cherchent à l'engloutir totalement, et qu'il n'a pas de contrepoids. Il a été le seul à faire des objections au document final ! Et cette réalité renforce sa décision d'affronter ce projet impérial. C'est pourquoi il dit que la ZLEA est une possibilité, pas un destin irrémédiable déjà écrit sur les tablettes sacrées de Moïse. » Et pour être plus éloquent, il déclare : « Il faut étudier les options de ce mariage. » Dans l'avenir, dit-il, on décidera si cette proposition matrimoniale « nous convient ou ne nous convient pas. » Et il conclut que maintenant plus que jamais, il faut reprendre les drapeaux de l'intégration bolivarienne. »

Son expérience au Québec lui permet de se renforcer dans l'idée qu'il doit s'unir plus à Cuba et aux centaines de mouvement sociaux et de forces politiques qui agissent contre la ZLEA et la mondialisation néolibérale. Et il comprend l'autorité de Fidel dans cette bataille.

Ses positions au sommet allument de nouveaux signaux d'alarme à la Maison-Blanche : il est devenu un obstacle à éliminer à court terme bien que lui-même n'en ait pas conscience. Les actes terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis créent immédiatement un scénario qui précipite une variante aussi extrême.

Comment réagit-il face à cet acte terroristes criminel ? Il envoie immédiatement un message de condoléances et de solidarité au peuple au Gouvernement des États-Unis. Il propose les services d'une brigade spéciale, pousse à coopérer dans tout ce qui est possible et donne des instructions à l'entreprise vénézuélienne CITGO pour qu'elle garantisse la fourniture d'essence à ses 13 000 stations-services. La nuit suivante, sur une chaîne de radio et de télévision, il souligne la politique de paix du Gouvernement bolivarien et la nécessité d'affronter le terrorisme grâce à des accords aux Nations unies.

Ensuite, il aborde plusieurs fois le sujet au Venezuela et pendant une longue tournée internationale. Il élabore très rapidement un ensemble de concepts sur le terrorisme et ses déclarations font les gros titres au niveau mondial. Il analyse ses causes et la façon dont il doit être affronté et évalue le lien entre guerre, paix et justice.

Sans mentionner le Gouvernement des États-Unis, dans un discours à l'Assemblée nationale du Venezuela, le 28 septembre, il rejette le fait qu'on qualifie de terroriste un Etat sans avoir de preuves et qu'on décide de le détruire. Il rappelle que le Venezuela a des relations amicales avec tous les pays du monde, et il fait allusion avec une intention évidente, entre autres, à la Libye, à l'Iran et à l'Irak. Il affirme également que les guérillas de Colombie ne peuvent pas être considérées comme terroristes.

Face au roulement des tambours de guerre, il souligne le respect de la souveraineté des Nations et insiste sur le fait qu'on ne peut obtenir la paix qu'avec un monde plus juste. Le lendemain du jour où les États-Unis et d'autres pays ont commencé à bombarder l'Afghanistan de façon aveugle, le 8 octobre, au siège de l'ONU, Genève, il déclare :

« À ce sujet, le Venezuela a soutenu une position de soutien à la lutte contre le terrorisme mais en précisant qu'il ne s'agit pas de donner carte blanche à quelqu'un pour qu'il réalise des actions qui pourraient violer les règles de droit international, violer les droits de l'homme, la souveraineté des peuples, la souveraineté des nations. »

Il demande : qui nous a condamné à vivre en guerre ? » Et dans une allusion évidente à une déclaration de Bush, : « dans ce conflit, il n'y a pas de terrain neutre », il ajoute: « Plus encore, dans cette sorte de guerre, annoncée de manière dichotomique, personne n'est neutre, il y a une longue liste dont personne ne sait où est elle finit (...) Ceci est inquiétant parce que: qui a fait cette liste ? Qui a ici le pouvoir d'inclure quelqu'un dans cette liste ? J'ai été dans cette liste jusque à ce que je sois élu président. Les frères de Cuba sont sur cette liste. »

Et il alerte sur un ton énergique : « Le Venezuela le dit au monde: nous sommes inquiets à cause de cette nouvelle guerre et du profil qu'elle pourrait prendre. »

Le 30 octobre, en revenant d'une tournée sur les quatre continents, il est chargé d'idées et de douleur : le Gouvernement de Bush continue son attaque criminelle sur l'Afghanistan et peu de Gouvernements dans le monde prennent position contre ces excès. « On ne peut pas répondre au terrorisme par plus de terreur, » répète-t-il à la télévision, et il montre à la caméra des photos d'enfants afghans mort sous les bombes : « Regardez ces enfants, (...) ces enfants mangeaient avec leurs parents et une bombe, de celles qu'ils lancent sur l'Afghanistan, leur est tombée dessus, cela ne peut pas exister, ne peut pas être (...) Regardez ce bébé. Quelle faute avait commis ce bébé qui a été tué par une bombe, une bombe qui est tombée sur sa maison? (...) Non, cela n'a aucune justification comme n'en a pas non plus l'attentat à New York, et dans

aucune partie du monde, mais nous demandons qu'on y pense et qu'on y remédie à temps. »

Et il demande que cesse immédiatement le massacre d'innocents en Afghanistan. Face aux excuses du Gouvernement des Etats-Unis- « dommages collatéraux » - avec une voix indignée, le bâillon dit : « Il n'y a aucune justification de quelque sorte que ce soit, on ne peut pas dire que c'était une erreur, une erreur ? , et vont-ils continuer à faire des erreurs ?

Il invite à rechercher des alternatives justes et rationnelles « contre tous les maux du monde (...) mais sans générer une escalade de violence, une escalade de guerre et de conflits entre les civilisations, entre les peuples ». Le Venezuela, dit-il, se met à disposition pour rechercher d'autres alternatives efficaces pour mettre fin au terrorisme, « (...) mais aussi pour apporter tous ses efforts (...) pour lutter contre la pauvreté, pour sortir des milliards de personnes à travers le monde qui souffrent aujourd'hui des affres de la faim, de la misère et de la mort.

Ces « bombes », éthiques atteignent leur cible. Le surlendemain, les États-Unis émettent une déclaration dans laquelle ils déplorent ces déclarations. L'ambassadrice à Caracas, Donna Hrinack, demande à être reçue par Chávez, fait pression sur lui avec arrogance, mais il interrompt le dialogue, rejette sa prétention de lui imposer la position du Gouvernement de Bush et lui demande de quitter les lieux. Après cela, Washington rappelle son ambassadrice pour consultation.

Chávez réagit fermement et sereinement. Il répond dans l'émission dominicale « Allo, Président! » du 3 novembre. Il se réfère au texte même des États-Unis, qui qualifie les relations avec le Venezuela d'importantes. Il dit la même chose à propos de ce pays et affirme qu'il n'a pas l'intention de lui nuire comme il n'a l'intention de nuire à aucun autre pays.

Il soutient les luttes contre le terrorisme, il le confirme. Mais non comprises « comme un chèque en blanc pour qu'on fasse n'importe quoi. » Bush peut-il permettre un tel déploiement d'éthique et de sagesse au moment où il croit être tout puissant et n'accepte que la subordination des autres Gouvernements à ses positions bellicistes?

A partir du 11 septembre 2001, la tempête inattendue venant du nord fait déborder les fleuves politique au Venezuela. Avec le rejet de plusieurs lois habilitantes parmi lesquelles celle sur les hydrocarbures par Washington et par des groupes de l'oligarchie vénézuélienne, des tensions sans précédent surgissent entre le Gouvernement bolivarien et celui des États-Unis. Le point d'inflexion et la dynamique belliciste déchaînée par George W. Bush sous prétexte de combattre le terrorisme dans n'importe quel coin de la planète.

La position digne de Chávez provoque la colère et l'arrogance à Washington. Ils ont déjà ouvert un dossier sur lui en 1999, à cause de son action de transformation du Venezuela et de sa politique étrangère indépendante. Son autorité à l'OPEP, ses relations avec Cuba, son influence croissante en Amérique latine dans les Caraïbes, son rejet de la ZLEA et son rapprochement avec la Chine, la Russie, l'Iran et d'autres pays pour favoriser un monde multipolaire gênent. Pour la première fois depuis qu'il est président, le bloc réactionnaire locale et le Gouvernement de l'empire s'accordent sur l'objectif de le renverser au plus vite par des moyens anticonstitutionnels. Et ils commencent à ourdir un coup d'État.

Le 28 novembre, il parle devant les partis du Pôle Patriotique. Il déclare: «Il n'y a pas de repli, seulement des plans pour aller de l'avant. » Il insiste sur le fait que la Révolution Bolivarienne, à l'origine, n'était pas pacifique, qu'elle a eu sa charge de violence, « mais maintenant, nous avons pu lui faire prendre une voie pacifique. (...) Je pense que nous devons prendre soin au maximum de cette voie pacifique, nous ne voulons aucune violence. » mais il prévient que ceux qui agissent pour faire un coup d'état comme celui du Chili se trompent « parce qu'à la différence de la révolution sans armes que dirigeait Allende, celle-ci n'est pas une révolution sans armes. »

Ni dans ce message, ni dans d'autres dans cette situation, il ne mentionne les États-Unis et il n'utilise pas non plus le mot « impérialisme » bien qu'il en pressente le danger. Il n'a pas encore

de preuve et même les informations lui manquent mais ses messages ont Bush pour principale destinataire invisible. Il sent les pas de la bête féroce sur l'herbe mais il n'imagine pas qu'elle l'attaquera aussi rapidement.

Il évoque le 11 septembre et l'utilisation qu'en ont fait certains secteurs pour faire croire que la Révolution Bolivarienne est une menace pour les États-Unis, et qu'ils doivent faire avec Chávez la même chose qu'avec Ben Laden. Il appelle à donner « un autre coup de grâce » à ces désespérés et à montrer qui est qui au Venezuela, de quel côté se trouve le peuple et sur quelle voie il avance.

Et il répond à l'oligarchie qui exige qu'il rectifie les lois habilitantes, en particulier celles sur des hydrocarbures et les terres : « C'est le moment de rectifier beaucoup de choses, cette rectification est la véritable rectification, vers l'intérieur, pour approfondir le processus révolutionnaire. »

Sous le feu de l'ennemi, doit-on se cacher les erreurs et les faiblesses ? Où vaut-il mieux les affronter rapidement ? Chávez opte pour la seconde solution et dans cette étape, il attaque les détournement du processus et réduit les traîtres en miettes.

À suivre...

Source en espagnol :

<https://www.resumenlatinoamericano.org/2026/03/04/venezuela-legado-antiimperialista-de-chavez-i/>

URL de cet article :

<https://bolivarinfos.over-blog.com/2026/03/venezuela-l-heritage-anti-imperialiste-de-chavez-i.html>